

Programme finance sur le FED

Contrat-cadre SIEA 2018
Lot 5: Support budgétaire

Contrat n° 300011125

Rapport 2021 sur la Performance de la Gestion des Finances Publiques
sensible au genre sur la période 2018-2020

RAPPORT FINAL

OCTOBRE 2021



Projet financé par l'Union Européenne



Projet mis en œuvre par le consortium AARC

Table des matières

1	GESTION DE L'ÉVALUATION ET ASSURANCE QUALITE	4
	Type d'évaluation	4
	Couverture.....	4
	Calendrier de la mission	5
	Sources d'information	6
	Année fiscale du pays	7
	Taux de change (31 décembre 2020)	7
	Remerciements.....	8
	LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	9
2.	INTRODUCTION	9
	II.1 Objectif	9
	II.2 Contexte	10
3.	APERCU DES CONSTATIONS DE L'ÉVALUATION	12
4.	ÉVALUATION DÉTAILLÉE DE LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE	13
5.	BSG ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DES NOTES.....	22
6.	BSG ANNEXE 2 : SOURCES D'INFORMATION.....	23



RAPPORT PEFA 2021 SUR LA PERFORMANCE DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES SENSIBLE AU GENRE AU MALI SUR LA PERIODE 2018-2020

OCTOBRE 2021

Le Secrétariat PEFA confirme que le présent rapport répond à toutes les exigences de l'assurance qualité PEFA et reçoit en conséquence la mention « **PEFA CHECK** ».

Secrétariat PEFA, le 12 octobre 2021

1 GESTION DE L'ÉVALUATION ET ASSURANCE QUALITE

Type d'évaluation

L'évaluation de la gestion des finances publiques sensible au genre (GFPSG) a été conduite en complément de la quatrième évaluation selon la méthodologie PEFA de la performance de la gestion des finances publiques (GFP) au Mali.

Le Cadre complémentaire pour l'évaluation de la gestion des finances publiques sensible au genre (GFPSG) a été utilisé, afin d'évaluer dans quelle mesure les systèmes de gestion des finances publiques (GFP) du Mali répondent aux besoins particuliers des hommes et des femmes. Ce cadre complémentaire comporte neuf indicateurs, qui évaluent la sensibilité au genre des principaux systèmes, processus et institutions de GFP tout au long du cycle budgétaire.

Couverture

L'évaluation PEFA de la GFPSG utilise le même champ d'application que le cadre PEFA. Le champ de l'évaluation couvre l'administration centrale composée d'unités budgétaires, d'unités extrabudgétaires et des administrations de sécurité sociale. Il ne concerne que les ressources et les dépenses de l'administration centrale, des ministères, des institutions et des établissements publics (EP). Les autres entités (entreprises publiques et les Collectivités Territoriales Décentralisées) ne sont examinées que dans leurs relations budgétaires et financières avec les administrations centrales qui sont couvertes par les indicateurs PI-7 et PI-10. Les périmètres couverts par l'administration centrale au Mali sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Principales entités entrant dans le champ de l'évaluation PEFA

Entités budgétaires	Entités extrabudgétaires	Entreprises publiques
Ministère de l'Éducation Nationale de L'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale	Banque Commerciale du Sahel
Ministère de la Défense et des Anciens combattants	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales	Banque de Développement du Mali
Ministère des infrastructures Et de l'Équipement	Autorité Routière	Banque Internationale pour le Mali
Ministère de l'Agriculture	Caisse Malienne de Sécurité Sociale	Banque Malienne de Solidarité
Ministère de l'Énergie et de l'Eau	Caisse Nationale d'Assurance Maladie	Énergie du Mali
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et des Affaires Sociales	Centre des Œuvres Universitaires	Diamond Cement Mali
Ministère de l'Économie et des Finances	Institut d'Économie Rurale	Banque Nationale de Développement Agricole

Entités budgétaires	Entités extrabudgétaires	Entreprises publiques
Ministère de la Sécurité et de la Protection civile	Institut National de Prévoyance Sociale (INPS)	Huilerie Cotonnière du Mali
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali	Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	Office Malienne de l'Habitat	Office des Produits Agricoles du Mali

NB : Cette situation représente les dix grosses entités par secteur, la situation pourrait évoluer en cours d'évaluation avec les données actualisées des structures.

Calendrier de la mission

La période couverte par l'évaluation a été les exercices clos 2018, 2019 et 2020. Les données ont été utilisées pour l'évaluation jusqu'au 30 juin 2021. Le travail sur le terrain a été annulé à cause de la situation sanitaire et le suivi sur les données à transmettre a été effectué à distance avec l'appui de la CARFIP. Ainsi, l'évaluation reflète l'année terminée la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, à savoir l'exercice 2020.

La CARFIP a mis en place cette évaluation PEFA avec le gouvernement Mali et les PTF impliqués dans l'exercice du groupe Thématique « Économie – Finances » (Coopération Canadienne, Allemagne, FMI, BM, DUE, BAD, et AFD). L'évaluation PEFA a été financée par la Délégation de l'Union Européenne.

La responsabilité de la supervision de l'évaluation PEFA Mali 2021, qui a débuté en février 2021, incombe au coordonnateur de la Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (CARFIP). L'exercice étant réalisé conjointement par les autorités maliennes et les PTF, un sous-groupe du Comité Technique du PREM, composé des représentants des structures clés de l'Administration ainsi qu'un représentant de chacun des PTF engagés dans l'exercice a été mis en place.

1.1.1.1.1 Structures clés de l'administration malienne

- Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques - CARFIP,
- Direction Générale du Budget - DGB,
- Direction Générale des Impôts - DGI,
- Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique - DNTCP,
- Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public - ARMDS,
- Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public - DGMP,
- Direction Nationale du Contrôle Financier - DNCF,
- Contrôle Général des Services Publics - CGSP,
- Direction Nationale de la Planification du Développement – DNPDP,
- Direction Générale des Douanes - DGD)

1.1.1.1.2 Représentant des PTF

- Banque mondiale,
- Délégation de l'Union Européenne,
- Fonds monétaire international,
- Coopération canadienne,
- Agence française de développement
- Banque africaine de développement

Ce sous-groupe comprenait également des représentants de la Section des Comptes de la Cour Suprême (SC/CS), du Bureau du Vérificateur Général (BVG), de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale (CF/AN) et du Conseil National de la Société Civile (CNSC).

Sous la supervision de la CARFIP, toutes les institutions clés de la GFP au Mali ont été impliquées lors de l'évaluation afin que les preuves soient collectées auprès de toutes les institutions impliquées et triangulées si nécessaire. La CARFIP a dirigé la collecte des preuves et les a transmis à l'équipe d'évaluation sur un espace partagé Google Drive qui a été mis à la disposition des parties prenantes.

A cause de la situation sanitaire, l'atelier d'introduction présentant la méthodologie PEFA n'a pas eu lieu sur site, mais plusieurs visioconférences ont été organisées avec la CARFIP et les principaux PTF impliqués dans l'évaluation, afin de discuter de l'organisation de la mission, de la documentation devant être transmise, puis des notes préliminaires sur la base des informations reçues à l'issue de la phase de collecte et mettre en évidence toutes les données en suspens.

Le processus de gestion de l'évaluation et d'examen de la qualité est résumé dans l'encadré 1.1. Ce processus est requis pour le "PEFA check" émis par le Secrétariat PEFA. Toutes les étapes relatives à la note conceptuelle préalable au travail de terrain d'évaluation ont été réalisées. Le processus d'examen du projet de rapport a été achevé et ajouté à l'encadré. La note conceptuelle a été validée par le Secrétariat PEFA le 2 juin 2020.

Encadré 1 : Modalité de gestion et d'assurance qualité de l'évaluation

Organisation de la gestion de l'évaluation PEFA

- *Chef et membres de l'équipe d'évaluation : Jean-Marc PHILIP, Elena Morachiello*
- *Examen de la note de synthèse et/ou des lettres de mission*
- *Date de l'examen du projet de TDRs : le 24 mai 2020*
- *Examineurs invités : le Secrétariat PEFA, les autorités maliennes, les PTF du groupe Thématique « Économie – Finances »*
- *Examineurs ayant formulé des commentaires : le Secrétariat PEFA et les PTF.*
- *Dates de validation des TDRs par le secrétariat PEFA : le 2 juin 2020.*
- *Examen du rapport d'évaluation : 8 juillet 2021*
- *Date(s) du (des) rapport(s) examiné(s)*
 - *Rapport provisoire :*
- *Examineurs invités : les autorités maliennes, le Secrétariat PEFA, les PTF impliqués dans l'exercice*
- *Examineurs ayant formulé des commentaires : Le Secrétariat PEFA, les autorités maliennes, les PTFs*
 - *Rapport final :*
- *Examineurs invités : les autorités maliennes, le Secrétariat PEFA, les PTF impliqués dans l'exercice*
- *Examineur ayant formulé des commentaires : Le Secrétariat PEFA.*

Sources d'information

Les informations ont été recueillies par le biais de réunions organisées en ligne avec la CARFIP et les agents de l'État concernés et par l'analyse de la documentation transmise par la CARFIP ou collectée directement ou en ligne. Toutes les sources d'information par indicateur sont précisées en annexe 3

ainsi que la liste des personnes rencontrées ainsi que des documents complémentaires tels que les rapports externes des partenaires au développement.

Ces nouvelles informations sur la performance de la gestion des finances publiques au Mali permettront d'alimenter le dialogue entre le Gouvernement du Mali et les PTF en matière de gestion des finances publiques. Il permettra aussi de s'assurer de la pertinence des actions répertoriées dans le PREM 2017-2021, éventuellement de contribuer à l'élaboration du nouveau plan de réformes des finances publiques.

Année fiscale du pays

1 janvier au 31 décembre.

Taux de change (31 décembre 2020)

Unité Monétaire : Franc CFA (CFAF)

1.00 Euro € = 655.96 CFA.

Remerciements

L'équipe d'évaluation souhaite remercier tout particulièrement l'équipe de supervision de l'évaluation PEFA et de soutien du gouvernement, notamment Abdoulaye TRAORE, Coordinateur de la CARFIP, Seydou DJIMDE (CARFIP) membre de l'équipe d'auto-évaluation, Lassana SAKO (CARFIP) membre de l'équipe d'auto-évaluation.

L'équipe d'autoévaluation a apporté un soutien important tout au long du processus et coordonné le travail avec les divers ministères, organismes et agences. La mission d'évaluation souhaite exprimer sa sincère appréciation pour le soutien reçu de tous les fonctionnaires du gouvernement et des entités connexes. L'équipe a été particulièrement reconnaissante de la coopération de tous les participants au processus d'évaluation.

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

Abréviations et acronymes	Développement
BSG	Budgétisation sensible au genre
DGB	Direction Générale du Budget
DPPD	Document de programmation pluriannuel des dépenses
GFPSG	Gestion des finances publiques sensible au genre
IDA	International Development Association
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PBSG	Planification et de Budgétisation Sensible au Genre
PEFA	Public expenditure and financial accountability
PNG	Politique Nationale Genre
RG	Rapport Genre
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africain

2. INTRODUCTION

II.I Objectif

L'évaluation supplémentaire PEFA de la gestion des finances publiques sensible au genre vise à renseigner sur la mesure dans laquelle le système de gestion des finances publiques du Mali intègre le genre en vue de promouvoir l'égalité des sexes et plus précisément de répondre aux besoins spécifiques des hommes et des femmes. Les informations recueillies dans le cadre de la présente évaluation serviront de référence pour les évaluations futures et contribueront à renforcer les réformes budgétaires entreprises par la République du Mali dans l'optique de réduire les inégalités de genre et la pauvreté dans le pays.

II.2 Contexte

La mise en œuvre de politiques publiques en faveur de l'égalité de genre reste limitée au Mali malgré la création depuis 1997 d'un ministère chargé de la promotion des droits des femmes. La question de la promotion de la femme au Mali se heurte à des obstacles, d'ordre socioculturel et institutionnel se traduisant par « un accès limité aux services sociaux de base, aux ressources, une faible connaissance de leurs droits et une participation restreinte au processus de décision à tous les niveaux ». En effet, bien que représentant, plus de 51% de la population Malienne, les femmes restent faiblement représentées au niveau des instances de décisions. A titre d'exemple, les femmes n'occupaient que 10,55% des postes nominatifs en 2011 et ne représentaient que 28,38% des agents de l'administration publique¹. Par ailleurs, elles représentaient une forte proportion de la population touchée par la pauvreté (62% de femmes et de filles vivaient en dessous du seuil de pauvreté multidimensionnelle)².

Au regard de ces défis, le pays s'est engagé, à travers l'élaboration en 2011 d'une Politique Nationale Genre (PNG), à « corriger les faiblesses qui ont caractérisé les dispositifs institutionnels antérieurs et à lever les contraintes qui ont freiné les avancements escomptés »³. Le plan d'action 2011-2013 élaboré en même temps que la PNG précise les activités et les rôles des différents départements sectoriels dans l'atteinte des résultats et met en place un fonds spécial en 2011, pour assurer la mise en œuvre effective de la PNG. Un Secrétariat Permanent a été créé et placé sous le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), en vue de coordonner sa mise en œuvre et de jouer le rôle d'appui-conseil auprès des autres ministères et institutions. A l'élaboration de la PNG, 10 ministères avaient été identifiés comme pilotes. Ces ministères devraient mettre en place des comités d'institutionnalisation du genre afin d'assurer un ancrage institutionnel du genre. Au niveau régional, des conseils régionaux présidés par les gouverneurs devraient décliner la politique en programmes régionaux d'action et en assurer le suivi. Enfin, les orientations politiques pour la mise en œuvre de cette politique seraient assurées par un Conseil Supérieur de la Politique Nationale Genre⁴ présidé par le Premier Ministre.

Pour que la PNG atteigne ses objectifs et que les maliens et les maliennes en bénéficient de manière équitable, les plans, programmes et budgets sectoriels et locaux devraient refléter les efforts de réduction des inégalités. A cet effet, une démarche de Planification et de Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a été introduite dans le processus budgétaire sous l'égide du Ministère de l'Économie et des Finances. Elle s'est traduite par l'élaboration d'une stratégie 2011-2013 de planification et de budgétisation sensible au genre qui intègre les orientations stratégiques de la PNG. Plusieurs autres documents de promotion de l'égalité entre les sexes ont été élaborés par les ministères sectoriels. On peut citer entre autres, le Plan d'Action pour la Lutte contre la Traite des Femmes et des Filles, le Programme National 2011-2013 de Lutte contre les Violences envers les Femmes et les Filles, la Politique Nationale de Lutte contre la Pratique de l'Excision⁵.

La mise en œuvre de ces politiques, plans d'action et stratégies s'est déroulé dans un contexte marqué par la survenue de la crise sécuritaire en 2012 qui n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés. Cette crise qui a entraîné un quasi-effondrement de l'administration publique dans certaines zones avec la fermeture d'écoles, et de centres santé, la perturbation de la production agricole, l'augmentation des niveaux de pauvreté et les déplacements de population est venue exacerber les

¹Représentativité des hommes et des femmes dans les instances nominatives de l'administration publique, Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (CNDIFE) 2015, <https://mpfef.gouv.ml/wp-content/uploads/2018/12/RAPPORT-REPRESENTATIVITE-DES-FEMMES-2015-vf-8-10-15.pdf>

²Stratégie Genre du PNUD Mali 2019-2022.

³ Politique Nationale Genre, 2011. P.75.

⁴Il est composé de trois représentants de l'Assemblée nationale, deux représentants du Conseil Économique, Social et Culturel, d'un représentant du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur, de deux représentants du Haut Conseil des Collectivités, du MPFEF restructuré, des dix ministères ciblés (justice, éducation, santé, emploi et formation professionnelle, développement rural, décentralisation, réforme de l'État, réforme budgétaire et communication) et de cinq représentants de la société civile.

⁵Profile Genre Mali. <https://plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2014/02/Profil-Genre-Mali.pdf>

inégalités de genre dans le pays⁶. Ainsi, la situation économique des femmes n'a pas connu une amélioration substantielle avec des rémunérations généralement inférieures de moitié à celles des hommes aussi bien dans les secteurs formels que non formels. De même, dans le secteur agricole les femmes ont toujours un accès limité aux terres cultivables et aux moyens de production. En 2017 par exemple, les femmes propriétaires de parcelles de riz étaient seulement de 14,71%. En dehors des difficultés liées à la question sécuritaire, la faible capacité de l'administration et les moyens financiers limités ont également été un frein à la mise en œuvre satisfaisante de la Politique Nationale Genre. Enfin, la Budgétisation Sensible au Genre qui devrait permettre de réduire les inégalités de genres par la prise en compte dans le budget des besoins spécifiques des femmes et des femmes est encore à améliorer car toujours sujet à des difficultés liées à la non-opérationnalisation du comité de la Politique Nationale Genre, à l'insuffisance des données sexo-spécifiques permettant l'élaboration de rapports genre pertinents, et au faible niveau d'appropriation du concept genre par les acteurs.

L'efficacité limitée des politiques d'égalité de genre appliquées jusque-là se reflète dans le score bas du pays dans l'indice d'inégalité de genre. En effet, en 2019⁷, le pays était classé 158ème sur 160 pays avec un indice d'inégalité de genre (IIG)⁸ de 0,671. Enfin, la non-disponibilité de rapports de mise en œuvre de ces différentes politiques, plans d'actions et autres stratégies n'a pas permis à la mission d'apprécier leur niveau de réalisation et surtout de mieux appréhender les difficultés de mise en œuvre.

⁶ Peace for women. [https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%203rd%20NAP%20\(2019-2023\)%20-%20French.pdf](https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%203rd%20NAP%20(2019-2023)%20-%20French.pdf).

⁷Rapport sur le développement humain 2020, PNUD http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2020_overview_french.pdf

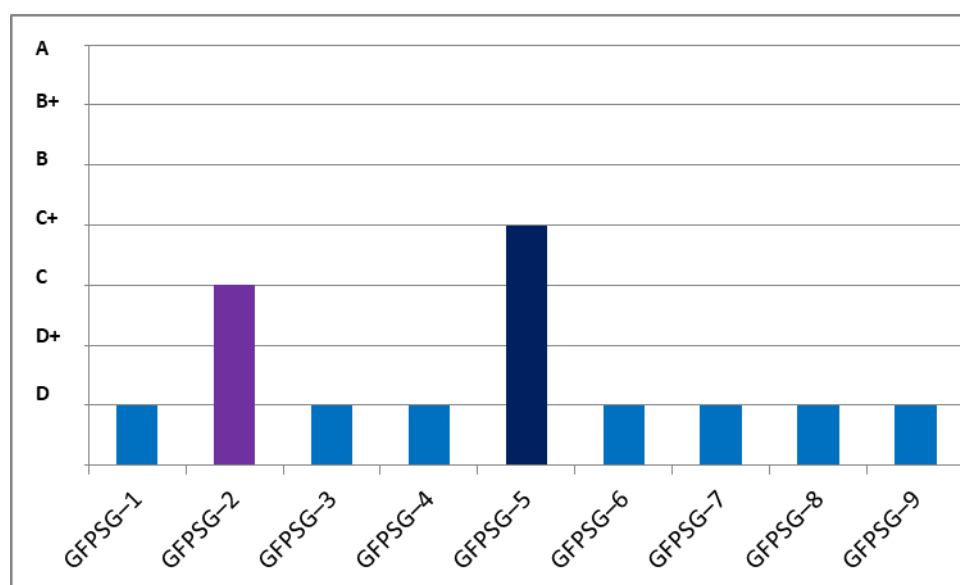
⁸ L' indice d'inégalité de genre (IIG) est un indice créé par les Nations unies destiné à évaluer les différences entre les sexes dans la distribution des progrès et à estimer la perte de développement humain due aux écarts de traitement entre hommes et femmes.

3. APERÇU DES CONSTATATIONS DE L'ÉVALUATION

A l'exception des projets d'investissement financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) qui font l'objet d'analyse économique avec incidence sur le genre et du budget du ministère chargé de la femme qui comprend des programmes budgétaires à incidence sexospécifiques, les considérations de genre de manière générale ne sont pas incluses dans le processus budgétaire. La circulaire budgétaire réaffirme certes la volonté du gouvernement de poursuivre et de consolider le processus de la budgétisation sensible au genre mais elle ne fait aucune obligation aux unités budgétaires d'inclure des considérations de genre dans leurs propositions budgétaires. La documentation budgétaire ne comprend pas non plus de rapport sur l'état de l'égalité des sexes ni de rapport des évaluations ex ante de l'impact des politiques budgétaires sur le genre. Le Mali a cependant élaboré un rapport genre (RG) 2020, annexé au projet de budget 2020 et transmis au Parlement. Ledit rapport est une compilation de rapports de mise en œuvre des activités de 2018 ayant des implications sur le genre, de celles prévues et exécutées en 2019 et celles programmées de 2020 à 2022 par les ministères sectoriels. Les résultats attendus en 2021 des programmes des ministères offrant des services sont contenus dans ledit rapport qui est par ailleurs publié sur le site de la Direction Générale du Budget.

La figure 1 ci-dessous présente un aperçu des résultats de l'évaluation de la sensibilité de la gestion budgétaire à la problématique genre.

Figure 1 : Aperçu des résultats de l'évaluation



4. ÉVALUATION DÉTAILLÉE DE LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE

GFPSG-1 : Analyse de l'incidence de genre des politiques budgétaires proposées	D
<i>GFPSG-1.1 Analyse de l'incidence de genre des politiques de dépense proposées</i>	D
<i>GFPSG-1.2 Analyse de l'incidence de genre des politiques de recette proposées</i>	D

*Couverture : Administration centrale.
Période : dernier exercice clos (2020).*

L'indicateur évalue dans quelle mesure les pouvoirs publics évaluent les incidences sur les hommes et les femmes des modifications proposées dans les politiques de dépense et de recette. Il comprend deux composantes, et utilise la méthode M1 (dite du maillon faible) pour agréger les notes qui leur sont attribuées. La première composante mesure les évaluations d'impact sensibles au genre pour les politiques de dépenses et la seconde mesure les évaluations d'impact sur les recettes.

Les documents de préparation du budget 2020 ne comportent aucune analyse ex ante de l'incidence des politiques de dépense et de recettes sur le genre. Certains programmes budgétaires des secteurs tels que la santé, l'éducation et quasiment tous les programmes du secteur de la promotion de la femme sont certes susceptibles d'avoir une incidence sur la promotion de l'égalité de genre dans les secteurs sociaux. Cependant, pour ces programmes, l'analyse ex-ante de l'incidence des nouvelles dépenses n'a pas été effectuée. De même, les mesures proposées pour améliorer la gestion des dépenses publiques ne sont pas suivies d'une analyse d'impact sur le genre. Le gouvernement Malien a certes produit en annexe des documents de préparation du budget de 2020, un rapport genre mais ce document ne comporte pas d'analyse ex ante de l'impact sexospécifique des nouvelles propositions de dépenses.

Les documents de préparation du budget 2020 ne comportent pas non plus d'analyse ex-ante de l'impact sexospécifique des nouvelles propositions de recettes. La notation pour les deux composantes de cet indicateur est donc D.

GFPSG-2 Gestion des investissements publics sensible au genre	C
--	----------

*Couverture : Administration centrale.
Période : dernier exercice clos (2020).*

L'indicateur détermine dans quelle mesure des méthodes d'évaluation solides, basées sur l'analyse économique des études de faisabilité ou de pré-faisabilité des grands projets d'investissement, comportent un examen de l'incidence de genre de ces projets.

Pour les besoins de notation de cet indicateur, les grands projets d'investissement retenus pour l'analyse répondent aux critères suivants :

(a) le coût d'investissement total du projet est égal à 1 % au moins des dépenses totales du budget annuel ou (b) le projet compte parmi les 10 projets les plus importants (du point de vue du coût total d'investissement) pour chacune des 5 plus grandes administrations centrales, en fonction du montant de leurs dépenses au titre des projets d'investissement. L'expression « grand projet d'investissement » désigne notamment les investissements réalisés dans le cadre de dispositifs tels que les Partenariats public-privé. Cet indicateur comporte une composante.

Pour la notation de cet indicateur, l'analyse a été effectuée sur la base des projets d'investissement dont le cout total est égal à 1% au moins des dépenses totales du budget annuel (critère a).

Depuis 2003, le Mali dispose d'un manuel de procédure de programmation et de suivi-évaluation des investissements publics qui requiert une étude de faisabilité (technique, économique et financière) des projets d'investissement avant leur inscription dans le programme triennal d'investissement. Cependant, le manuel n'inclut aucune exigence d'analyse basée sur le genre. Par conséquent, sur les 31 plus grands projets d'investissement⁹ ayant fait l'objet d'une étude de faisabilité, seuls ceux financés par les partenaires techniques et financiers (PTF)¹⁰ font l'objet d'analyses économiques avec incidence sur le genre. Les analyses économiques des projets sont effectuées suivant les procédures de chaque bailleur et les documents y relatifs sont publiés sur leur site Web¹¹. Les analyses économiques destinées à évaluer certains grands projets d'investissement comportent un examen des incidences de genre de ces projets, par conséquent, la notation pour cette composante est C.

Tableau 2.1 : Projets d'investissement dont le cout total représente au moins 1% des dépenses du budget 2020

N°	Nom du projet	Ministère	Source de financement	Cout global du projet de FCFA	Dépense en % du budget 2020	Analyse impact genre
1	Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I)	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat	232,328,000,000	8.92	Non
2	Projet AEP Bamako-Kabala	Ministère de l'Énergie et de l'Eau	UE/AFD/BEI/BM/BAD/BID (Prêt&Subvention)	195,754,000,000	7.52	Oui
3	Construction 4ème Pont de Bamako	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat	170,000,000,000	6.53	Non
4	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	Ministère de l'Énergie et de l'Eau	Etat/ Multibaillleurs (Prêt & subvention)	144,557,000,000	5.55	Oui
5	Programme de Développement de l'Irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué (PDI-BS)	Ministère de l'Agriculture	Etat/ Financommu n (Prêt)	122,467,000,000	4.70	Non
6	Const bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua (km) et aména 10 km voirie localité de Kadiolo	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat	88,434,000,000	3.40	Non
7	Projet construction liaison double terne Sikasso-Bougouni-Bamako (225kv)	Ministère de l'Énergie et de l'Eau	Etat/extérieur (Prêt)	80,700,000,000	3.10	Non
8	Rébaillitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat	78,000,000,000	2.99	Non

⁹Projets dont le coût total représente au moins 1% du montant total des dépenses budgétaires annuelles

¹⁰Sur les 10 plus grands projets, seuls 3 projets (financés par les PTF) ont fait l'objet d'analyses économiques avec incidence sur le genre.

¹¹-JIGISEME JIRI financé par l'IDA et publié sur le site Web (<https://documents.banquemonddiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/384511468052440939/mali-emergency-social-safety-nets-project>).

-Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS) : <https://projectsportal.afdb.org/dataportal/VProject/show/P-Z1-AAZ-024?lang=fr>

-Projet N'Debougou Phase IV :

<https://www.kfw-entwicklungsbank.de>

-Projet AEP Bamako-Kabala : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/271301467305812507/mali-urban-water-supply-project-additional-financing-and-restructuring>

-Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM):

<http://documents1.worldbank.org/curated/en/322201557485598684/text/Cadre-de-Gestion-Environnementale-et-Sociale.txt>

-Construction/réhabilitation route transsaharienne (RTS)-Phase I

<https://www.afdb.org> > Project-and-Operations

N°	Nom du projet	Ministère	Source de financement	Cout global du projet de FCFA	Dépense en % du budget 2020	Analyse impact genre
9	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	BID (Prêt)	76,500,000,000	2.94	Oui
10	Construction du 2ème Pont de Kayes(600ML)	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat	75,000,000,000	2.88	Non
11	Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM)	Ministère de l'Energie et de l'Eau	BM/IDA	75,000,000,000	2.88	Oui
12	Construction route Goumbou Nara frontière Mauritanie	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat/ BID (Prêt)	72,200,000,000	2.77	Oui
13	CONSTRUCTION/REHABILITATION ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)- PHASE I	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	UE/BAD (Prêt&Subvention)	70,400,000,000	2.70	Oui
14	Construction/Bitumage Route Zantiébougou - Kolondiéba - FR RCI	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat	60,000,000,000	2.30	Non
15	Projet financement Inclusif des Filières Agricole INCUSIF) au Mali	Ministère de l'Agriculture	FIDA/DANIDA Prêt BABYLOAN et autres Bailleurs	58,025,000,000	2.23	Oui
16	Projets filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA	Ministère de l'Economie et des Finances	Etat/ Extérieur (Don IDA)	51,119,000,000	1.96	Oui
17	Projet de reconstruction Relance Economique	Ministère de l'Economie et des Finances	Etat/ Extérieur (Don IDA)	50,683,000,000	1.95	Oui
18	Projet d'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux	Ministère de l'Energie et de l'Eau	Etat /KFW (Subvention)	47,952,000,000	1.84	Oui
19	PAPR2C3 (PNPBBF II)	Ministère de l'Agriculture	Etat	44,551,000,000	1.71	Non
20	Construction bitumage Route Kayes-Sadiola (lot 1)	Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	Etat	44,193,000,000	1.70	Non
21	Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	ETAT/ BM	36,000,000,000	1.38	Oui

N°	Nom du projet	Ministère	Source de financement	Cout global du projet de FCFA	Dépense en % du budget 2020	Analyse impact genre
22	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	Ministère de l'Energie et de l'Eau	Etat /BOAD (Prêt)	35,869,000,000	1.38	Oui
23	Projet Développement agriculture zones arides du Mali (PDAZAM)	Ministère de l'Agriculture	BM Prêt (Subvention)	33,667,000,000	1.29	Oui
24	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PAAO) ou (WAAPP Phase II)	Ministère de l'Agriculture	Etat/IDA/Prêt	33,500,000,000	1.29	Oui
25	Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS)	Ministère de l'Agriculture	Etat/ BAD (Prêt/Subv)	31,294,000,000	1.20	Oui
26	Gestion Intégrée développement usages multiples / OMVS, phase 2	Ministère de l'Energie et de l'Eau	IDA/FEM/ Etat (Prêt & Subvention)	30,114,000,000	1.16	Oui
27	Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA-DCI)	Ministère de l'Agriculture	Etat/ BAD (Prêt/Subvention)	29,575,000,000	1.14	Oui
28	Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de la Région de Koulikoro (PRESAN-KL)	Ministère de l'Agriculture	Etat/ BAD (Prêt/Sub)	27,612,000,000	1.06	Oui
29	Programme Compétitivité/Diversification Agricole (PCDA)/ Unité Intérimaire de Consolidation des Acquis	Ministère de l'Agriculture	Etat	26,892,000,000	1.03	Non
30	Production Hybride et Accès rural à l'Electricité	Ministère de l'Energie et de l'Eau	AFD (Prêt/Sub)	26,889,000,000	1.03	Oui
31	Projet N'Debougou Phase IV	Ministère de l'Agriculture	KFW (Subvention)	26,238,000,000	1.01	Oui

Sources : DNP, PTI 2020-2022.

GFPSG-3 Circulaire budgétaire sensible au genre	D
--	----------

Couverture : Administration centrale

Période : Dernier budget présenté au Parlement

L'indicateur détermine dans quelle mesure les circulaires budgétaires publiques sont attentives au genre. Cet indicateur comporte une composante.

La circulaire budgétaire du Mali n'oblige pas les ministères à fournir des informations sur l'impact social de leurs propositions budgétaires, y compris l'égalité des sexes. La circulaire budgétaire publiée

le 19 mars 2019 par le Ministère des Finances pour l'élaboration du budget 2020, réaffirme la volonté du gouvernement de poursuivre et de consolider le processus de la budgétisation sensible au genre. Elle énonce les objectifs de la politique budgétaire, donne les orientations et les mesures envisagées pour renforcer la mobilisation des ressources et rationaliser les dépenses. Au titre des autres mesures, la circulaire fait obligation à chaque ministère de produire un rapport genre faisant ressortir l'évaluation des « activités-genre » prévues dans le budget 2018, les « activités-genre » prévues et exécutées en 2019 et celles programmées en 2020.

Néanmoins, elle n'exige pas des ministères des informations sur les effets sexospécifiques des dépenses qu'ils envisagent proposer. La circulaire budgétaire ne fait pas non plus obligation aux ministères de présenter des données ventilées par sexe pour les résultats attendus des politiques budgétaires. La notation pour cette composante est **D**.

GFPSG-4 Documentation budgétaire relative au genre	D
---	----------

Couverture : Administration centrale.

Période : dernier exercice clos.

L'indicateur détermine dans quelle mesure les documents joints à la proposition de budget public contiennent des informations complémentaires sur les priorités concernant la problématique hommes-femmes et sur les mesures budgétaires visant à renforcer l'égalité des sexes. Cet indicateur comporte une composante.

Les documents budgétaires soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale (y compris le rapport genre) en même temps que le projet de budget 2020 ne contiennent ni une présentation générale des priorités publiques pour l'amélioration de l'égalité des sexes, ni d'informations détaillées sur les mesures budgétaires visant à renforcer l'égalité des sexes, ni l'évaluation des effets des politiques budgétaires.

Les documents budgétaires soumis à l'approbation du Parlement en même temps que le projet de budget 2020 comprennent un rapport genre qui présente la démarche méthodologique qui a guidé l'élaboration du rapport genre 2020, les principaux défis juridique, politique, social et économique en matière de genre sans toutefois, présenter les mesures envisagées par le gouvernement pour relever lesdits défis.

Par ailleurs, la dernière partie du rapport intitulée « Analyse sectorielle des départements ministériels » est une compilation des rapports de 17 départements ministériels jugés prioritaires pour la mise en œuvre de la politique nationale genre. Dans cette partie, chaque ministère présente ses enjeux genre, les mesures ou stratégies prévues pour réduire les inégalités liées au genre et propose la planification et la budgétisation des actions genre. La section « Planification et budgétisations des actions genre » reprend le cadre de résultat du DPPD, et permet à chaque ministère d'identifier son/ses programmes sensibles au genre, de le ou les décliner en objectif, indicateurs et cibles 2020, 2021 et 2022 et enfin, d'indiquer quelques activités sensibles au genre programmées pour être réalisées en 2020. Cependant, le rapport genre ne contient aucune information sur les mesures budgétaires visant à renforcer l'égalité de genre, il ne présente pas non plus les priorités du gouvernement Malien visant à améliorer l'égalité des sexes. Enfin, le RG ne fait aucune évaluation ex ante de l'impact des politiques budgétaires sur le genre. La notation pour cette composante est donc **D**.

GFPSG-5 Ventilation par genre des informations sur la performance des services publics	C
GFPSG-5.1 Ventilation par genre des plans de performance des services publics (prochain exercice)	B

GFPSG–5.2 Ventilation par genre de la performance réalisée par les services publics dernier exercice clos	D
---	---

Couverture : Administration centrale.

Période :

Pour GFPSG–5.1, prochain exercice.

Pour GFPSG–5.2, dernier exercice clos.

L'indicateur détermine dans quelle mesure la proposition de budget de l'exécutif ou les documents à l'appui ainsi que les rapports en cours ou en fin d'exercice contiennent des informations ventilées par sexe sur les résultats des programmes de prestation de services. Il comprend deux composantes et utilise la méthode M2 (dite des moyennes) pour agréger les notes qui leur sont attribuées.

Les documents de programmation pluriannuelle des dépenses et projet annuel de performance (2021-2023) des ministères offrant des services sont rendus publics et disponibles sur le site Web du ministère des finances¹² mais les informations ne sont désagrégées par genre. Lorsque l'on se réfère à la RG 2020, sur la liste des dix principaux ministères offrant des services publics, seules les activités genre de 4 ministères (Santé et Développement Social, Éducation Nationale, Mines, Eau et Énergie, Environnement et Assainissement) représentant en valeur 56% du montant représenté par les ministères offrant des prestations de services, sont répertoriées dans un cadre de résultats contenant les programmes et activités sensibles au genre. Ces programmes sont déclinés en objectif, indicateurs et en cibles pour 2020, 2021 et 2022. Il faut noter que l'information est contenue dans le RG qui est publié sur le site de la Direction Générale du Budget¹³. Les informations relatives au genre de 2021 sont rendues publiques sur les prestations prévues et les résultats attendus pour la majorité des ministères prestataires de services. La notation pour la composante 5.1 est donc B.

Les informations ventilées par sexe des prestations effectives des ministères offrant des services ne sont pas disponibles pour l'année 2020. En effet, le RG 2020 nonobstant l'intitulé ne comporte aucune évaluation des activités genre de 2020 (l'évaluation ne concerne que l'année 2018). Par ailleurs, les rapports annuels de performance qui devraient permettre d'apprécier les performances des ministères ne sont pas disponibles. Enfin, les rapports trimestriels 2020 de l'exécution du budget sont produits et publiés sur le site Web du ministère des finances, mais lesdits rapports traitent globalement du budget de l'État et les informations ne sont pas ventilées par genre.

La note pour cette composante 5.2 est D. La note agrégée pour cette composante est C.

Tableau 5.1: Ministères assurant des prestations de services disposant de plans de performances LF 2021 (montants en milliers de CFA)¹⁴

Ministères offrant des prestations de services	GFPSG 5-1 : Ventilation par genre des plans de performance des services publics	GFPSG 5-2 : Ventilation par genre de la performance réalisée par les services publics	Montant représenté par les ministères prestataires de services en pourcentage
Ministère de Éducation Nationale	Oui	Non	28.19%
Ministère de la Santé et Développement Social	Oui	Non	10.69%
Ministère de Agriculture, de	Non	Non	1.10%

¹² <https://www.finances.gouv.ml/lois-des-finances>

¹³ <https://budget.gouv.ml/sites/default/files/Rapport%20Genre%202020.pdf>

¹⁴ Cf P18 PEFA Global.

<i>Ministères offrant des prestations de services</i>	GFPSG 5-1 : Ventilation par genre des plans de performance des services publics	GFPSG 5-2 : Ventilation par genre de la performance réalisée par les services publics	Montant représenté par les ministères prestataires de services en pourcentage
<i>l'Élevage et de la Pêche</i>			
<i>Ministère du Transports et Infrastructures</i>	Non	Non	10.96%
<i>Ministère des Mines, Énergie et Eau</i>	Oui	Non	15.57%
<i>Ministère de Environnement et Assainissement</i>	Oui	Non	1.98%
<i>Ministère de l'Administration Territoriale et décentralisation</i>	Non	Non	28.19%
<i>Ministère de l'Aménagement du territoire et population</i>	Non	Non	0.7%
<i>Ministère de l'Économie numérique et communication</i>	Non	Non	0.87%
<i>Ministère des Affaires Foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat</i>	Non	Non	1.66%
Total			100%
Pourcentage de ministères présentant des informations par genre des plans de performance			56%
Pourcentage de ministères présentant des informations par genre de la performance réalisée			0%

Source : DPPD-PAP 2021-2023 et LF 2021.

GFPSG-6 Suivi des dépenses budgétaires en faveur de l'égalité femmes-hommes	D
--	----------

Couverture : Administration centrale.

Période : dernier exercice clos.

L'indicateur mesure la capacité des pouvoirs publics à suivre les dépenses consacrées à l'égalité des sexes, de la préparation du budget jusqu'à son exécution et aux rapports d'exécution. Le suivi des dépenses en faveur de l'égalité des sexes peut être effectué à l'aide d'un élément de classification budgétaire sexospécifique dans le plan comptable du gouvernement, ainsi qu'à l'aide de postes budgétaires ou de codes de programmes. Il comporte une composante.

Le Mali a par décret 2014-0694/PRM du 12 septembre 2014 internalisé la directive N°08/2009/CM/UEMOA portant nomenclature budgétaire de l'État. Cette nomenclature par ailleurs applicable dans les pays de la zone UEMOA a été codifiée par arrêté n° 1229 du 4 mai 2017.

Au titre de l'année 2020, aucun exercice d'identification a posteriori des dépenses affectées à des actions ou programmes en faveur du genre n'a été entreprise. En effet, la nomenclature budgétaire utilisée par le Mali ne permet pas d'assurer le suivi des allocations budgétaires sensibles au genre. Il ressort des documents budgétaires que les prévisions en matière de dépenses sont présentées par type de budget, section (classification administrative) programme ou dotation, et par nature/article (classification économique). Les recettes quant à elles sont classées par nature et codifiées par article et paragraphe. Aussi, les rapports d'exécution du budget 2020 contiennent des tableaux qui présentent les dépenses selon la classification fonctionnelle. Cependant aucun des documents ne permet d'identifier les activités genre et d'en assurer le suivi. La note pour cette composante est donc **D**.

GFPSG-7 Reporting sensible au genre	D
--	----------

Couverture : Administration centrale.

Période : dernier exercice clos.

L'indicateur détermine dans quelle mesure les pouvoirs publics préparent et publient des rapports annuels contenant des informations sur les dépenses liées au genre et les effets des politiques budgétaires sur l'égalité des sexes. Cet indicateur comporte une composante.

Aucun rapport 2020 sur les résultats en matière d'égalité des sexes n'est disponible. En effet, comme mentionné dans les sections précédentes, des résultats en matière d'égalité des sexes sont présentés dans le RG 2020 mais ne concernent que l'année 2018. Le même rapport identifie pour l'année 2020, les activités genre à réaliser par chaque ministère avec des cibles à atteindre mais ne comporte pas de données sur les dépenses liées au genre (exception faite du seul ministère de l'Agriculture).

De même, des données ventilées par sexe sur l'emploi budgétaire dans l'administration ne sont pas disponibles. Enfin, aucune évaluation de la mise en œuvre des politiques budgétaires et de leurs effets sur l'égalité des sexes n'est disponible.

La notation pour cette composante est **D**.

GFPSG-8 Évaluation de l'incidence de genre des services publics	D
--	----------

Champ d'application : Administration centrale.

Période : Trois derniers exercices clos.

L'indicateur détermine dans quelle mesure les évaluations indépendantes de l'efficacité et l'efficience des services publics comprennent une analyse de l'incidence de genre de ces services. Cet indicateur comporte une composante.

Aucun rapport d'évaluation indépendant de l'efficacité et l'efficience des services publics comprenant une analyse de l'incidence de genre n'est disponible pour les exercices 2018, 2019 et 2020. La notation pour cette composante est **D**.

GFPSG-9 Examen législatif de l'incidence de genre du budget	D
GFPSG-9.1 Examen législatif des budgets sensible au genre (dernier exercice clos)	D*
GFPSG-9.2 Examen législatif des rapports d'audit sensible au genre (trois derniers exercices clos)	D

Champ d'application : Administration centrale.

Période :

Pour GFPSG-9.1, dernier exercice clos.

Pour GFPSG-9.2, trois derniers exercices clos.

L'indicateur détermine dans quelle mesure l'examen du budget et des audits par le pouvoir législatif inclut un examen des politiques publiques, afin de comprendre si celles-ci profitent en toute égalité aux hommes et aux femmes, en garantissant une affectation de ressources financières suffisantes. Il comprend deux composantes (sous-indicateurs), dont les notes sont agrégées en utilisant la méthode M2 (dite des moyennes).

L'examen du projet de budget 2020 par le Parlement inclut les politiques budgétaires, les prévisions budgétaires à moyen terme, les priorités à moyen terme ainsi que les éléments détaillés des dépenses et des recettes. Le rapport Genre 2020 a été transmis avec les documents de préparation du budget 2020, toutefois, aucun rapport d'analyse dudit rapport n'a été transmis à la mission, ce qui n'a pas permis de vérifier qu'un examen des effets des programmes de prestation de services sur les hommes et les femmes a été effectué. Par conséquent, la notation pour cette composante est **D**.

Au cours des 3 derniers exercices clos, aucun rapport d'examen de rapports d'audit n'a été produit par le Parlement. La notation pour cette composante est **D**.

La notation pour cet indicateur est **D**.

5. BSG ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DES NOTES

Indicateurs PEFA BSG		Méthode de notation	Notation par composante		Note globale
			1	2	
GFPSG-1	Analyse de l'incidence de genre des politiques budgétaires proposées	M1	D	D	D
GFPSG-2	Gestion des investissements publics sensible au genre	M1	C		C
GFPSG-3	Circulaire budgétaire sensible au genre	M1	D		D
GFPSG-4	Documentation budgétaire relative au genre	M1	D		D
GFPSG-5	Ventilation par genre des informations sur la performance des services	M2	B	D	C
GFPSG-6	Suivi des dépenses budgétaires en faveur de l'égalité femmes-hommes	M1	D		D
GFPSG-7	Reporting sensible au genre	M1	D		D
GFPSG-8	Évaluation de l'incidence de genre des services publics	M1	D		D
GFPSG-9	Examen législatif de l'incidence de genre du budget	M2	D*	D	D

6. BSG ANNEXE 2 : SOURCES D'INFORMATION

Documents consultés

La liste de la documentation ayant servi de support à l'évaluation est disponible dans le lien suivant :

<https://drive.google.com/open?id=1EYq--MllbMe4s50AgXVvmAInGJbcRK6M>

Sites Web consultés

- *Ministère des finances* : <https://www.finances.gouv.ml>
- *Profile Genre Mali*. <https://plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2014/02/Profil-Genre-Mali.pdf>
- *Peace for women*.
[https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%203rd%20NAP%20\(2019-2023\)%20-%20French.pdf](https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%203rd%20NAP%20(2019-2023)%20-%20French.pdf).
- <https://budget.gouv.ml/sites/default/files/Rapport%20Genre%202020.pdf>
- *Banque Mondiale* <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/384511468052440939/mali-emergency-social-safety-nets-project>
- *Banque Africaine de Développement*:
<https://projectsportal.afdb.org/dataportal/VProject/show/P-Z1-AAZ-024?lang=fr>
- *KFW* : <https://www.kfw-entwicklungsbank.de>
- *PNUD* : <https://www.ml.undp.org>

Personnes interviewées

- *Abdoulaye TRAORE, Coordinateur de la CARFIP*
- *Seydou DJIMDE, CARFIP membre de l'équipe d'auto-évaluation*
- *Lassana SAKO, CARFIP membre de l'équipe d'auto-évaluation*
- *Elhadji Darahamane MAIGA, DNTCP membre de l'équipe d'auto-évaluation*
- *Diakaria KONE, DNPD membre de l'équipe d'auto-évaluation*
- *Sidy DIALLO de la Direction Générale du Budget*
- *Mme KEITA Yiraba KEITA, Secrétaire Permanent, Secrétariat permanent de la Politique Nationale Genre*